



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 64.312/2
du 15 octobre 2018

advies 64.312/2
van 15 oktober 2018

sur

over

les amendements n^{os} 1 à 14 au
projet de loi 'instaurant la
*Brussels International Business
Court*'

amendementen nrs 1 tot 14 op
het wetsontwerp 'houdende
oprichting van het *Brussels
International Business Court*'

Le 21 septembre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur les amendements n^{os} 1 à 14 au projet de loi 'instaurant la *Brussels International Business Court*', déposés par Sonja BECQ et consorts (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 3072/002).

Les amendements ont été examinés par la deuxième chambre le 15 octobre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 octobre 2018.

*

Op 21 september 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over amendementen nrs 1 tot 14 op het wetsontwerp 'houdende oprichting van het *Brussels International Business Court*', ingediend door Sonja BECQ c.s. (*Parl.St.*, Kamer, 2017-18, nr. 3072/002).

De amendementen zijn door de tweede kamer onderzocht op 15 oktober 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 oktober 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique des amendements[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les amendements appellent les observations suivantes.

Amendement n° 4

Il semble que le remplacement projeté ne doit porter que sur la première phrase de l'article 85/1, § 2, alinéa 2, en projet, du Code judiciaire, et non sur tout l'alinéa.

Amendement n° 8

Examinant le champ d'application de l'avant-projet de loi instaurant la *Brussels International Business Court*, l'Assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État faisait l'observation suivante :

« 23. Étant donné que, selon l'intention de l'auteur [de l'avant-]projet, la BIBC est appelée à ne trancher que les litiges qui concernent effectivement les échanges commerciaux internationaux et pour lesquels il s'impose d'utiliser la langue anglaise , il apparaît au Conseil d'État que la justification donnée dans l'exposé des motifs répond à la condition selon laquelle 'les nécessités du service ou de l'intérêt général imposent l'usage d'autres langues'. À cet égard, le Conseil d'État formule cependant une réserve , à savoir que la compétence de la BIBC doit être alignée sur cette justification, de sorte que seuls les litiges, qui par leur nature, au vu de facteurs objectifs, ont un caractère international et requièrent l'usage de la langue anglaise peuvent être portés devant la BIBC pour y être tranchés, à l'exclusion des litiges qui sont qualifiés d'internationaux par la seule volonté des parties contractantes.

24. À cet égard, le champ d'application de la loi, tel qu'il est défini à l'article 576/1, alinéa 3, en projet, du Code judiciaire (article 15 de l'avant-projet), soulève quelques questions. Il prévoit qu'

'[u]n litige est international si :

a) les parties ont leur établissement ou résidence habituelle dans des États différents ;

ou b) tout [lire : 'le'] lieu où doit être exécutée une partie substantielle des obligations issues de la relation commerciale ou le lieu avec lequel l'objet du différend a le lien le plus étroit sont situés hors de l'État dans lequel les parties ont leur établissement ou leur résidence habituelle ;

ou c) les parties sont convenues expressément que l'objet du litige a des liens avec plus d'un pays ;

ou d) les éléments pour résoudre le litige se trouvent en droit étranger'.

[‡] S'agissant d'amendements à un projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

25. Le Conseil d'État n'aperçoit pas comment le litige visé à l'article 576/1, alinéa 3, c), en projet, peut être considéré comme un 'litige international' du seul fait que les parties ont convenu que l'objet du litige a des liens avec plus d'un pays. Ce n'est que si le litige a 'véritablement' des liens avec plus d'un pays, et pas seulement parce que les parties en conviennent ainsi, qu'il peut s'agir d'un 'litige commercial international'. Cette hypothèse est cependant prévue aux a) et b) de la disposition en projet. Dans sa formulation actuelle, le c) ne définit pas de manière objective le litige commercial international.

26. Le d) de l'article 576/1, alinéa 3, en projet, du Code judiciaire soulève également la question de savoir s'il s'agit toujours d'un litige commercial international dans lequel le monde international des affaires est impliqué (et pour lequel la *lingua franca*, en raison de la nature de l'affaire, est l'anglais), eu égard à l'article 98 du Code de droit international privé, qui fait référence au règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I), dont il ressort que le contrat est en principe régi par la loi choisie par les parties.

27. Ces difficultés paraissent pouvoir être résolues non seulement en précisant l'article 576/1, alinéa 3, en projet, du Code judiciaire, à la lumière des observations n°s 25 et 26 qui précèdent, mais aussi en ajoutant une condition qui se cumulerait à celles, alternatives, énoncées à cet alinéa, condition nouvelle qui ferait également dépendre la compétence de la BIBC de celle que la relation juridique à l'origine du litige porté devant elle contient suffisamment d'éléments objectifs dont il ressort que la langue anglaise constitue celle qui a été normalement en usage dans le cadre de cette relation entre les parties. Cet usage pourrait découler notamment des relations contractuelles entre les parties, de la correspondance entre les parties précédant la citation devant la BIBC, des usages économiques dans la matière traitée, etc. »¹.

Comme l'expose le commentaire de l'article 18 du projet de loi, l'alinéa 4 de l'article 576/1 en projet du Code judiciaire a été inséré afin de prendre en compte cette observation :

« À la suite de la remarque du Conseil d'État sur la justification de la procédure en anglais, dont l'accès doit être limité au règlement de 'litiges qui concernent effectivement les échanges commerciaux internationaux et pour lesquels il s'impose d'utiliser la langue anglaise' (cf. *supra*), la possibilité pour les parties de convenir 'expressément que l'objet du litige a des liens avec plus d'un pays', figurant dans l'avant-projet, est supprimée. Ainsi le souci du Conseil supérieur de la Justice concernant le 'forum shopping' que cette possibilité risque de provoquer, perd son objet. Il est également accédé à la demande du Conseil d'État, inspirée par les mêmes motifs, d'exiger que la relation juridique entre les parties contienne suffisamment d'éléments objectifs dont il ressort qu'une autre langue que le néerlandais, le français ou l'allemand a été normalement en usage dans le cadre de cette relation. Toutefois, la notion de 'langue autre que le néerlandais, le français ou l'allemand' est préférée à la notion de 'langue anglaise' proposée par le Conseil d'État afin d'éviter de nouvelles discriminations à l'égard d'entreprises qui, dans la relation commerciale internationale qui a donné lieu au litige, ont peut-être davantage utilisé le

¹ Avis n° 62.411/2/AG donné le 2 mars 2018 sur l'avant-projet devenu le projet de loi 'instaurant la *Brussels International Business Court*' (Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 54-3072/001, pp. 109 et 110).

russe, l'espagnol, le chinois, l'hébreu ou autre que l'anglais et dont l'accès à la BIBC ne peut raisonnablement être interdit sur cette base »².

Aux termes de la justification de l'amendement n° 8, l'article 576/1, alinéa 4, en projet, du Code judiciaire

« impliquer[ait] des risques de traitements inégaux qui ne sont pas justifiés, des discriminations donc, dans des cas où préalablement à un litige commercial international les parties étrangères ne sont pas servies avec leurs partenaires belges de l'anglais mais exclusivement du français, du néerlandais ou de l'allemand, si cette langue, même fortuitement, est leur langue maternelle commune (par exemple respectivement des Néerlandais, des Français, des Canadiens français ou des Centrafricains, et des Allemands, des Suisses allemands ou des Autrichiens) mais n'auraient en conséquence pas accès à la BIBC ».

La justification de l'amendement contredit la justification du projet, ainsi formulée dans son exposé des motifs :

« Les évolutions économiques et politiques nationales et internationales de ces derniers mois ont souligné l'importante nécessité de disposer en Belgique d'un tribunal étatique spécialisé de haut niveau apte à trancher des litiges commerciaux transfrontaliers et ce, par nature, dans la *lingua franca* du commerce international , à savoir l'anglais . Beaucoup de ces litiges échappent de ce fait déjà actuellement à la juridiction des tribunaux belges. Cette situation ne s'améliorera pas à l'avenir , d'autant plus qu'il semble bien que le 'Brexit' notamment et les difficultés qui en découlent, induiront une augmentation exponentielle du nombre de litiges commerciaux internationaux »³.

C'est donc parce que la *lingua franca* du commerce international est l'anglais qu'il peut se justifier d'instaurer une juridiction étatique siégeant en anglais et répondant à des règles particulières.

La conséquence invoquée dans la justification de l'amendement n'apparaît pas discriminatoire puisque sont ici visés des contentieux qui ne relèvent à l'évidence pas de la notion de « litiges commerciaux transfrontaliers » visés par le projet, qui se caractérisent, précisément, par l'usage de la « *lingua franca* du commerce international, à savoir l'anglais ».

Il résulte de ce qui précède que l'adoption de l'amendement ferait réapparaître les difficultés d'ordre constitutionnel que l'article 576/1, alinéa 4, en projet du Code judiciaire tendait précisément à éviter⁴.

² Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 54-3072/001, p. 24.

³ Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 54-3072/001, p. 5.

⁴ Quant au fait qu'à l'article 576/1, alinéa 4, en projet du Code judiciaire, tel qu'il figure à l'article 18 du projet de loi, la référence n'est plus faite à l'anglais mais à « une autre langue que le français, le néerlandais ou l'allemand », cela ne résulte pas de l'amendement à l'examen mais du projet de loi, dont la section de législation n'est pas saisie. Elle n'est donc pas en mesure de formuler d'éventuelles observations à ce sujet.

Amendement n° 10

L'attention des auteurs de l'amendement est attirée sur le fait que, tel que l'article 1385*quaterdecies*/10, alinéa 2, du Code judiciaire, modifié par l'amendement, serait rédigé, le texte pourrait être interprété comme rendant applicable à la procédure devant la *BIBC* l'article 32*ter* du Code judiciaire, qui traite des communications, des notifications et des dépôts, même si l'article 1385*quaterdecies*/10 en projet ne vise que l'introduction de la cause.

La question se pose en outre de savoir s'il ne serait pas davantage indiqué, du point de vue de la sécurité juridique, de renvoyer au chapitre VII de la première partie du Code judiciaire (à l'exception, le cas échéant, de l'article 32*ter*) plutôt qu'aux articles 32 à 47*bis* du même Code, et ce, pour prendre en considération dès à présent l'hypothèse où, dans l'avenir, ce chapitre VII devrait être complété par des dispositions nouvelles (par exemple les articles 47*ter*, 47*quater*, etc.).

Amendement n° 13

1. Dans la logique de l'amendement et de sa justification, il conviendrait d'assurer la traduction des dispositions autres que celles coordonnées du seul Code judiciaire qui sont modifiées par le projet de loi ⁵, des dispositions de lois autres que le Code judiciaire auxquelles il est fait renvoi dans le projet de loi ⁶, ainsi qu'aux dispositions auxquelles tous les articles auxquels il est fait renvoi (au Code judiciaire comme à d'autres lois) font eux-mêmes renvoi ⁷; sur ce dernier point, il suffirait d'ajouter, à la fin de l'article 62/1 proposé par l'amendement, les mots « directement ou indirectement ».

2. Plus fondamentalement, il y a lieu d'omettre l'adjectif « officielle ».

⁵ Tel est le cas des articles 8, alinéa 2, 27 et 53, § 3, alinéa 6, de la loi du 15 juin 1935 'concernant l'emploi des langues en matière judiciaire', modifiés par les articles 59 à 61 du projet de loi.

⁶ Voir par exemple, l'article 53, § 3, de la loi du 15 juin 1935 'sur l'emploi des langues en matière judiciaire', auquel il est renvoyé par l'article 373, alinéa 1^{er}, 3^o/1, du Code judiciaire, en projet à l'article 14 du projet de loi (voir aussi l'amendement n° 7).

⁷ Voir par exemple l'article 359*quater* du Code judiciaire, auquel il est fait renvoi par l'article 85/1, § 2, alinéa 2, proposé du même Code (amendement n° 4), qui renvoie lui-même à d'autres articles du Code judiciaire.

Le Roi ne pourrait en effet être habilité à établir une traduction officielle des textes visés en anglais et la langue anglaise ne peut en tout état de cause bénéficier d'un statut meilleur que celui qui résulte, pour la « traduction allemande [...] des lois », de l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires' ⁸.

*

⁸ Cette disposition est ainsi rédigée :

« Le service central de traduction allemande du Service public fédéral Intérieur assure la traduction des lois en langue allemande. Sur la proposition du Service central précité et après avis du Gouvernement de la Communauté germanophone, le Ministre de la Justice arrête tous les trois mois la liste des lois à traduire en langue allemande en fonction de l'intérêt qu'elles présentent pour les habitants de la région de langue allemande et en accordant la priorité aux textes principaux ainsi qu'à l'établissement de coordinations officielles en langue allemande. Dans l'accomplissement de ce travail de traduction, le Service central précité applique les règles de terminologie juridique telles qu'elles sont établies pour la langue allemande ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de amendementen,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geven de amendementen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Amendement nr. 4

Blijkbaar mag de ontworpen vervanging enkel betrekking hebben op de eerste zin van het ontworpen artikel 85/1, § 2, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek en niet op het hele lid.

Amendement nr. 8

Bij het onderzoek van het toepassingsgebied van het voorontwerp van wet houdende oprichting van het “*Brussels International Business Court*” heeft de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State de volgende opmerking geformuleerd:

“23. Vermits het de intentie is van de steller van het voorontwerp dat het BIBC slechts die geschillen beslecht die werkelijk op het internationaal zakenverkeer betrekking hebben en waarvoor er een noodzaak bestaat om de Engelse taal te gebruiken, komt het de Raad van State voor dat de in de memorie van toelichting geboden verantwoording beantwoordt aan de voorwaarde dat ‘de behoeften van de diensten of van het algemeen belang het gebruik van andere talen noodzakelijk maken’. De Raad van State maakt daarbij wel het voorbehoud dat het er dan wel op aankomt om de bevoegdheid van het BIBC af te stemmen op deze verantwoording, zodat slechts die geschillen die uit hun aard, op grond van objectieve factoren, internationaal zijn en het gebruik van de Engelse taal vereisen voor beslechting door het BIBC in aanmerking komen, doch niet de geschillen die louter op grond van de wil van de contractspartijen als internationaal worden gekwalificeerd.

24. In dit verband rijzen er sommige vragen bij het materiële toepassingsgebied van de aan te nemen wet, zoals dat in het ontworpen artikel 576/1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 15 van het voorontwerp) is bepaald. Daarin luidt het:

‘een geschil is internationaal indien:

a) de partijen hun vestiging of gewone verblijfplaats in verschillende staten hebben;

[‡] Daar het amendementen op een wetsontwerp betreft, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

of b) de plaats waar een substantieel gedeelte van de verplichtingen voortvloeiend uit de handelsbetrekking moet worden uitgevoerd of de plaats waarmee het voorwerp van het geschil het nauwst verbonden is, gelegen is buiten de Staat waar de partijen hun vestiging of hun gewone verblijfplaats hebben;

of c) de partijen uitdrukkelijk zijn overeengekomen dat het onderwerp van het geschil verbonden is met meer dan een land;

of d) de gegevens voor de oplossing van het geschil zich bevinden in buitenlands recht.'

25. De Raad van State ziet niet in hoe het in het ontworpen artikel 576/1, derde lid, c), bedoeld geschil als een 'internationaal geschil' kan worden beschouwd op grond van de enkele overeenkomst tussen de partijen dat het onderwerp van het geschil verbonden is met meer dan een land. Alleen wanneer het geschil 'werkelijk' met meer dan een land verbonden is, en niet alleen omdat de partijen dat overeenkomen, kan het gaan om een 'internationaal handelsgeschil'. Die hypothese wordt echter voorzien in de litterae a) en b) van [de] ontworpen bepaling. Zoals littera c) thans is geformuleerd wordt het internationaal handelsgeschil niet op een geobjectiveerde wijze omschreven.

26. Ook bij littera d) van het ontworpen artikel 576/1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek rijst de vraag of dit steeds om een internationaal handelsgeschil gaat waarbij de internationale zakenwereld betrokken is (en waarbij de *lingua franca*, uit de aard der zaak, het Engels is), gelet op artikel 98 van het wetboek van internationaal privaatrecht dat verwijst naar de Verordening (EG) nr. 593/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 17 juni 2008 inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst (Rome I), waaruit blijkt dat de overeenkomst in beginsel wordt beheerst door het recht dat de partijen hebben gekozen.

27. Die moeilijkheden lijken te kunnen worden verholpen niet alleen maar door het ontworpen artikel 576/1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek te preciseren in het licht van de voorgaande opmerkingen 25 en 26, maar ook door aan de alternatieve voorwaarden die in dat lid zijn gesteld een nieuwe, cumulatieve, voorwaarde toe te voegen die stelt dat het BIBC bovendien enkel bevoegd is op voorwaarde dat de juridische relatie die aan de oorsprong van het geschil ligt dat bij het BIBC aanhangig is gemaakt, voldoende objectieve gegevens bevat waaruit blijkt dat het Engels de taal is die doorgaans in die relatie tussen de partijen is gebruikt. Dat taalgebruik zou onder meer kunnen blijken uit de contractuele betrekkingen tussen de partijen, uit de correspondentie tussen de partijen voorafgaand aan de dagvaarding voor het BIBC, uit de economische geplogenheden in de behandelde aangelegenheid, enz.”¹

Zoals gesteld wordt in de bespreking van artikel 18 van het wetsontwerp is het vierde lid van het ontworpen artikel 576/1 van het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd teneinde rekening te houden met die opmerking:

“Als gevolg van de opmerking van de Raad van State over de verantwoording van de Engelstalige procedure, waartoe de toegang beperkt moet worden tot het beslechten van geschillen die ‘werkelijk op het internationaal zakenverkeer betrekking hebben en waarvoor er een noodzaak bestaat om de Engelse taal te gebruiken’ (zie hoger), wordt de in het voorontwerp opgenomen mogelijkheid dat ‘de partijen uitdrukkelijk zijn overeengekomen dat het onderwerp van het geschil verbonden is met meer dan een land’

¹ Advies 62.411/2/AV, op 2 maart 2018 gegeven over het voorontwerp dat geleid heeft tot het wetsontwerp ‘houdende oprichting van het *Brussels International Business Court*’ (Parl.St. Kamer 2017-18, nr. 54-3072/001, 109 en 110).

geschrappt. Meteen verliest de door dezelfde bepaling ingegeven vrees van de Hoge Raad voor de Justitie voor *forum shopping* zijn voorwerp. Zo ook wordt ingegaan op de door dezelfde reden ingegeven vraag van de Raad van State om te vereisen dat de rechtsverhouding tussen de partijen voldoende objectieve elementen bevat waaruit blijkt dat daarin een andere taal dan het Nederlands, het Frans of het Duits gebruikelijk werd gehanteerd. Evenwel wordt de notie ‘een andere taal dan het Nederlands, het Frans of het Duits’ verkozen boven het door de Raad van State voorgestelde ‘Engelse taal’, om nieuwe discriminaties te voorkomen van ondernemingen die in de internationale handelsrelatie die aanleiding gaf tot het geschil misschien en bijvoorbeeld méér Russisch, Spaans, Chinees, Hebreeuws... hebben gebruikt dan het Engels en op die grond niet in redelijkheid de toegang tot het BIBC mogen worden onzegd.”²

Volgens de verantwoording van amendement nr. 8 lijkt het ontworpen artikel 576/1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek

“risico’s in te houden op onverantwoorde ongelijke behandelingen, dus discriminaties, in gevallen waarin voorafgaand aan een internationaal commercieel geschil de buitenlandse partijen zich met hun Belgische partners niet van het Engels, maar exclusief van het Frans, Nederlands of Duits hebben bediend, wanneer die taal nu eenmaal, zij het toevallig, hun gemeenschappelijke moedertaal is (bijvoorbeeld Nederlanders, respectievelijk Fransen, Franstalige Canadezen of Centraal-Afrikanen, en Duitsers, Duitstalige Zwitsers of Oostenrijkers) maar als gevolg waarvan zij geen toegang zouden krijgen tot het BIBC”.

De verantwoording van het amendement is in tegenspraak met de verantwoording van het ontwerp zoals deze geformuleerd wordt in de memorie van toelichting:

“De nationale en internationale economische en politieke ontwikkelingen van de jongste maanden wijzen op een aanzienlijke behoefte aan een Belgische, gespecialiseerde overheidsrechtbank van topniveau die grensoverschrijdende handelsgeschillen kan beslechten en dat, uit de aard der zaak, doet in de lingua franca van het internationaal zakenverkeer, d.i. het Engels. Veel van die geschillen ontsnappen daarom nu reeds aan de rechtsmacht van de Belgische rechtbanken. Die situatie zal er in de toekomst niet op verbeteren, temeer omdat het ernaar uitziet dat bijvoorbeeld de zogenaamde Brexit en de daardoor veroorzaakte moeilijkheden het aantal internationale handelsbetwistingen exponentieel zullen doen toenemen.”³

Het is dus omdat de *lingua franca* van het internationale zakenverkeer het Engels is, dat het gerechtvaardigd is om een overheidsrechtbank in het leven te roepen die in het Engels zitting houdt en die voldoet aan specifieke regels.

Het gevolg waarvan sprake in de verantwoording van het amendement lijkt niet discriminatoir te zijn aangezien het in deze context gaat om geschillen die uiteraard niet vallen onder de noemer “grensoverschrijdende handelsgeschillen” als bedoeld in het ontwerp. Laatstgenoemde geschillen worden juist gekenmerkt door het feit dat in dat verband “de *lingua franca* van het internationaal zakenverkeer, d.i. het Engels” wordt gebruikt.

² Parl.St. Kamer 2017-18, nr. 54-3072/001, 24.

³ Parl.St. Kamer, 2017-18, nr. 54-3072/001, 5.

Uit hetgeen voorafgaat vloeit voort dat door het aannemen van het amendement dezelfde grondwettelijke problemen dreigen te ontstaan die het ontworpen artikel 576/1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek nu net beoogde te vermijden.⁴

Amendement nr. 10

De aandacht van de stellers van het amendement wordt gevestigd op het feit dat de tekst van artikel 1385^{quaterdecies}/10, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals deze gewijzigd wordt bij het amendement, aldus geïnterpreteerd kan worden dat daardoor artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek, dat handelt over de kennisgevingen, mededelingen en neerleggingen, van toepassing verklaard wordt op de procedure voor het *BIBC*, ook al heeft het ontworpen artikel 1385^{quaterdecies}/10 enkel betrekking op de inleiding van de zaak.

De vraag rijst bovendien of het, ter wille van de rechtszekerheid, niet beter is om te verwijzen naar hoofdstuk VII van het eerste deel van het Gerechtelijk Wetboek (met uitzondering van, in voorkomend geval, artikel 32^{ter}) in plaats van naar de artikelen 32 tot 47^{bis} van hetzelfde Wetboek, zodat nu al rekening gehouden kan worden met het geval waarin, in de toekomst, dat hoofdstuk VII aangevuld dient te worden met nieuwe bepalingen (bijvoorbeeld de artikelen 47^{ter}, 47^{quater}, enz.).

Amendement nr. 13

1. Volgens de logica van het amendement en van de verantwoording ervan, zou gezorgd moeten worden voor de vertaling van de andere bepalingen dan de gecoördineerde bepalingen die enkel in het Gerechtelijk Wetboek staan en die bij het wetsontwerp worden gewijzigd,⁵ alsook van de andere wetsbepalingen dan de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek waarnaar verwezen wordt in het wetsontwerp,⁶ en van de bepalingen waarnaar alle artikelen waarnaar verwezen wordt (in het Gerechtelijk Wetboek, alsook in andere wetten) zelf ook verwijzen⁷; wat dat laatste betreft, kan men ermee volstaan om *in fine* van het bij het amendement voorgestelde artikel 62/1, de woorden “rechtstreeks of onrechtstreeks” in te voegen tussen de woorden “naar welke” en “wordt verwezen”.

2. Fundamenteler is dat het adjectief “officiële” dient te worden weggelaten.

⁴ In het ontworpen artikel 576/1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals opgenomen in artikel 18 van het wetsontwerp, is er geen sprake meer van het Engels maar van “een andere taal dan het Nederlands, het Frans of het Duits”. Dat blijkt niet uit het thans voorliggende amendement, maar wel uit het wetsontwerp, waarover de afdeling Wetgeving niet om advies is verzocht. Zij kan daarover derhalve geen opmerkingen formuleren.

⁵ Dat geldt voor de artikelen 8, tweede lid, 27 en 53, § 3, zesde lid, van de wet van 15 juni 1935 ‘op het gebruik der talen in gerechtszaken’, gewijzigd bij de artikelen 59 tot 61 van het wetsontwerp.

⁶ Zie bijvoorbeeld artikel 53, § 3, van de wet van 15 juni 1935 ‘op het gebruik der talen in gerechtszaken’, waarnaar verwezen wordt in het ontworpen artikel 373, eerste lid, 3^o/1, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 14 van het wetsontwerp) (zie eveneens amendement nr. 7).

⁷ Zie bijvoorbeeld artikel 359^{quater} van het Gerechtelijk Wetboek, waarnaar verwezen wordt in het voorgestelde artikel 85/1, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek (amendement nr. 4), dat zelf verwijst naar andere artikelen van het Gerechtelijk Wetboek.

De Koning zou immers niet gemachtigd kunnen worden om van de betrokken teksten een officiële vertaling naar het Engels te laten opstellen. Bovendien kan het Engels hoe dan ook geen gunstigere status genieten dan de status die, voor “de vertaling van de wetten in de Duitse taal”, voortvloeit uit artikel 1, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.⁸

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁸ Die bepaling luidt als volgt :

“De Centrale Dienst voor Duitse vertaling van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken staat in voor de vertaling van de wetten in de Duitse taal. Op voorstel van die Centrale Dienst en na advies van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap stelt de minister van Justitie om de drie maanden de lijst vast van de wetten die in het Duits moeten worden vertaald, afhankelijk van het belang dat ze hebben voor de inwoners van het Duitse taalgebied en met voorrang voor de voornaamste teksten, alsook voor het tot stand brengen van officiële coördinaties in het Duits. Bij het verrichten van dat vertaalwerk neemt de genoemde Centrale Dienst de regels van rechtsterminologie in acht zoals die zijn vastgesteld voor het Duits.”